

par exemple en traitant avec la République populaire de Chine, un gouvernement que nous ne reconnaissons pas. Personne ne jette les hauts cris à ce sujet.

J'apprends qu'un groupe d'autorités ecclésiastiques de Winnipeg a écrit au premier ministre lui demandant de désigner une mission pour visiter les deux côtés au Nigéria et au Biafra. Il suggère, pour diriger ce groupe, le nom du très honorable Lester Pearson, dont la réputation est mondiale, comme un choix qui s'impose. J'ai provoqué des étincelles, au cours du dernier débat, pour avoir fait une suggestion aussi dangereuse. Je lui crois du mérite. Une seule objection c'est qu'à l'heure actuelle le monde en demande vraiment beaucoup à M. Pearson. M. Jim Hoagland, dans l'édition d'hier soir du *Star* de Montréal parle, dans un article intitulé *Brinkmanship in Nigerian war*, de méfiance mutuelle. C'est un sentiment que pourrait aider à dissiper, je pense, une mission—si c'est bien le mot—véritablement sincère et légitime envoyée par le gouvernement du Canada. M. Hoagland a écrit:

L'impasse où en sont les négociations à un moment où elles devraient se poursuivre semble illustrer deux facteurs importants de la guerre qui torture l'Afrique:

Ni l'un ni l'autre camp n'estime pouvoir faire confiance à l'autre. La confusion au sujet des déclarations faites en novembre par le Biafra s'était également produite en septembre lorsque le chef du Nigéria, le major général Yakubu Gowon, avait dit que le Nigéria accepterait des pourparlers sans conditions préalables, alors que son ministre de l'Information, M. Anthony Enahoro, déclarait deux jours plus tard que son pays n'accepterait pas de pareils pourparlers.

Si on me permet un commentaire, voilà à mon avis un autre problème qui existe dans ce pays, car ce Gowon, bien que major général et chef d'un gouvernement militaire, est en fait «captif» d'un groupe plus rapace au sein de son cabinet. Voici la suite de l'article:

Nombre d'analystes ont interprété cet incident comme la confirmation d'une scission—dont le bruit courait depuis longtemps—parmi les chefs nigériens; Gowon, du camp des colombes, voudrait des pourparlers, alors qu'Enahoro serait le porteparole des faucons.

Les Biafrais incrédules n'accepteront pas même cette éventualité. Selon les principaux conseillers d'Ojukwu, l'incident a été soigneusement mis au point pour créer l'impression que Gowon voulait la paix tout en ne faisant rien pour l'obtenir.

Ni l'un ni l'autre camp ne se juge assez faible pour négocier. Au cours de la semaine qui a suivi la conférence de presse d'Ojukwu, le Biafra a entrepris des attaques aériennes importantes, de nature à raviver les espoirs des Biafrais en leur faisant croire qu'ils peuvent tenir le coup jusqu'à ce que les Nigériens consentent à négocier.

D'après des sources bien informées, les Nigériens ont usé de représailles et recommencé à bombarder des secteurs civils du Biafra, avec un peu d'encouragement, ils sont capables d'intensifier énormément ces bombardements.

[M. Fairweather.]

Le gouvernement de Lagos, d'autre part, n'estime pas qu'il doive risquer de perdre à la table des pourparlers de paix ce qu'il a gagné sur le champ de bataille. Les Nigériens sont persuadés qu'ils peuvent au moins contenir les Biafrais dans leur petite enclave et attendre qu'ils flanchent.

Dernièrement, on peut discerner en partie, lorsqu'on visite les deux camps, la logique effrayante des deux camps. Mais les fruits de cette logique deviendront vraisemblablement encore plus amers pour chaque camp, à moins que des pourparlers efficaces ne débutent immédiatement.

M. l'Orateur suppléant (M. Béchard): A l'ordre. Je regrette d'interrompre le député, mais son temps de parole a expiré il y a quelques instants. La Chambre consent-elle à l'unanimité à ce qu'il continue?

Des voix: Continuez.

M. Fairweather: Monsieur l'Orateur, je remercie la Chambre des quelques minutes qu'elle m'a gracieusement accordées. Je répète les mêmes paroles chaque fois que j'obtiens la permission de continuer, bien que cela gâche ma thèse en faveur de discours plus courts. Cependant, nous avons lu, je crois, avec intérêt, pas plus tard qu'hier, que le Biafra avait demandé la médiation de la Suisse et de plusieurs autres pays neutres d'Europe en vue d'un cessez-le-feu. C'est une démarche significative, mais une aide humanitaire immédiate n'en est pas moins nécessaire.

• (4.00 p.m.)

Je tiens à rappeler brièvement à la Chambre que c'est le 12 octobre 1968 que M. Herman Middlekoop, du Conseil œcuménique des Églises, envoyait un télégramme au secrétaire général U Thant pour lui demander des secours pour le Biafra. Je suis cruellement déçu de voir que 13 mois plus tard, l'organisme qui était censé soulager les maux de l'homme s'est trouvé à tel point paralysé par des idées d'un autre âge sur la souveraineté qu'il a été incapable d'agir. Même à l'heure actuelle, la Croix-Rouge, je le répète, n'a pu trouver au cours de ses assemblées une formule ralliant la plupart des suffrages et de nature à assurer des secours aux innocentes victimes de la guerre intérieure ou extérieure. Mais on ne saurait plus considérer comme une question d'ordre intérieur deux ans et demi de guerre et le sacrifice de centaines de milliers de vies. De toute façon, j'ignore en quoi consiste vraiment une question d'ordre interne, à moins que ce ne soit là du charabia des relations internationales.

Si les Nations Unies ne font qu'observer passivement le déroulement de cette tragédie, les gouvernements nationaux ne peuvent réagir qu'avec les moyens dont ils disposent. Ce qu'il faut, c'est proclamer un cessez-le-fez pour préparer un règlement. Ce qu'il faut, c'est mettre fin aux envois d'armes. Ce qu'il faut, c'est que le gouvernement canadien